



MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

LE CONTEXTE DE CROISSANCE SANS PRÉCÉDENT AMORCÉ À LA FIN DE 2015 S'EST POURSUIVI DE FAÇON SOUTENUE AU COURS DE 2017. APRÈS DEUX DÉCENNIES DE PROGRESSION DU SECTEUR LAITIER AU RYTHME DE 1 À 2 % PAR ANNÉE, NOUS CONNAISSONS DEPUIS 2015 UNE HAUSSE DE LA DEMANDE TOTALE CANADIENNE DE L'ORDRE DE 15 %.

Ce contexte de forte croissance est certainement une bonne nouvelle à plusieurs égards pour nos fermes en plus d'être bénéfique aux économies du Québec et du Canada, pour lesquelles notre contribution est déjà majeure. Ce contexte favorable a toutefois été assombri par l'incertitude de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et

le retour des concessions accordées par le Canada dans l'Accord de partenariat transpacifique global et progressif (PTPGP). À ce climat d'incertitude se sont ajoutées des conditions de prix mondial pour la poudre de lait écrémé (PLÉ) qui ont plombé le prix moyen intraquota tout au long de la dernière année. Rappelons en effet que le prix d'environ 25 à 30 % de nos solides non gras est établi en référence au marché mondial.

En 2017, la production laitière du Québec s'est accrue de 5,6 %. La valeur des ventes de lait a augmenté pour sa part de 131,5 millions \$ pour atteindre 2,578 milliards de dollars, une hausse de 5,4 %. Encore cette année, cette importante progression ne s'est pas faite au détriment de la qualité qui est demeurée excellente malgré une très légère hausse du comptage bactérien et leucocytaire. Les 175 millions de litres additionnels produits ont nécessité l'ajout de 45 circuits de transport et requis une quinzaine de citernes supplémentaires. Le secteur de la transformation a également été mis sous pression. Alors que les usines recevaient une production quotidienne de l'ordre de 8 millions de litres en 2015, elle a atteint en moyenne les 9 millions de litres par jour en 2017.

Depuis 2015, la responsabilité de production de chacune des fermes est passée en moyenne de 60 à 75 kilogrammes de matière grasse par jour. Pour arriver à produire tout ce lait additionnel, les fermes québécoises ont dû investir massivement. On estime à plus de 500 millions de dollars les investissements à la ferme pour 2016 et des valeurs similaires devraient se concrétiser pour 2017 et 2018. Ce sont des sommes considérables qui viennent accroître les risques financiers de nos entreprises. Cette prise de risque se fait dans un contexte où le dénouement de la renégociation de l'ALENA demeure incertain malgré le discours d'appui très clair du gouvernement canadien pour sa politique agricole basée sur la gestion de l'offre. Jusqu'à maintenant, notre travail de communication des dernières années se mesure par l'expression d'un large soutien qui dépasse la classe politique, ralliant des transformateurs, des transporteurs, de nombreux fournisseurs, des municipalités et plusieurs chambres de commerce. Les sondages de la

dernière année révèlent aussi un appui de 75 à 80 % du grand public. Malgré tous ces appuis, la partie n'est pas gagnée et le travail de terrain de chacun de nos membres demeure essentiel pour contribuer à l'essor économique et social de leur communauté et démontrer l'excellence de nos pratiques et les bénéfices multiples de notre approche collective de mise en marché.

En septembre 2017, la mise en œuvre du programme canadien de certification proAction faisait un pas de plus en ajoutant les volets bien-être animal et traçabilité aux exigences de conformité. Ce programme comporte son lot de défis et d'exigences mais, rappelons-le encore, ces efforts sont essentiels dans le contexte commercial d'aujourd'hui. Peu de filières agroalimentaires échappent à cette nécessité de prouver aux acheteurs et aux consommateurs leurs bonnes pratiques. Les producteurs laitiers de tout le Canada se sont engagés à le faire pour la gestion des risques sanitaires, la qualité du lait, le bien-être animal, la traçabilité, la biosécurité et l'environnement. Cet engagement exigeant sera de plus en plus important dans les prochains mois et années et tous les secteurs agricoles doivent relever ce défi. Notre secteur ne peut faire exception.

Parlant défi, l'année 2018 ne sera pas en reste. Outre l'incertitude qui continuera de planer sur notre secteur à cause de la renégociation de l'ALENA, nos fermes feront encore face à un environnement de prix défavorable. La demande mondiale pour la matière grasse laitière demeure forte. Le haut niveau du prix mondial du beurre dans les grandes zones commerciales de produits laitiers en témoigne. Il en va tout autrement concernant la demande pour les solides non gras qui ne suit pas le même rythme de croissance, créant ainsi à l'échelle planétaire d'importants surplus de PLÉ, et donc des prix qui demeurent dans des creux historiques. À elle seule, l'Union européenne détient un stock de 400 000 tonnes de PLÉ. On ne s'attend pas à ce que cette situation change significativement en 2018. De plus, au Québec comme ailleurs au Canada, l'équilibre entre la production et la capacité de transformation demeurera un enjeu qui exigera beaucoup de collaboration entre les provinces et avec les acheteurs.

MESSAGE FROM THE GENERAL MANAGER

Dans tout ce contexte, notre solidarité à l'échelle provinciale et canadienne sera un déterminant majeur de la bonne marche de notre production et du succès de nos revendications. Notre programme de certification proAction, la discipline et les règlements que s'imposent les producteurs par leur action collective génèrent leur lot d'exigences et de contraintes. Il m'apparaît clair cependant que sans ces règles et objectifs ambitieux, notre industrie ne serait pas ce qu'elle est. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à regarder les conditions de vie et d'opération des producteurs laitiers ailleurs dans le monde où malgré des aides financières publiques massives, ils peinent à vivre dignement de leur travail.

Notre organisation a donc d'importants mandats à poursuivre pour la prochaine année. Comme toujours, vous pouvez compter sur une équipe expérimentée et engagée tant pour les opérations courantes que les activités de communications et les actions stratégiques. Le travail et surtout l'implication de nos membres sont une grande source d'inspiration pour notre équipe. Cet engagement est aussi un facteur clé dans l'atteinte de nos objectifs de mise en marché collective.

Sincèrement,



Alain Bourbeau, directeur général

THE UNPRECEDENTED PERIOD OF GROWTH THAT BEGAN AT THE END OF 2015 CONTINUED UNREMITTINGLY IN 2017. AFTER TWO DECADES OF GROWTH IN THE DAIRY SECTOR AT A RATE OF 1% TO 2% PER YEAR, WE HAVE WITNESSED TOTAL DEMAND IN CANADA RISE 15% SINCE 2015.

This context of strong growth is certainly good news in several respects for our farms and beneficial to the Quebec and Canadian economies, which already benefit from our major contribution. However, a shadow has been cast over this favourable context by the renegotiation of the North American Free Trade Agreement (NAFTA) and the unchanged concessions granted by Canada in the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP). This climate of uncertainty was accompanied by world price conditions for skim milk powder (SMP) that hampered the average within-quota price throughout last year. Remember that the price of around 25% to 30% of our solids non-fat is actually established in reference to the world market.

In 2017, Quebec's dairy production grew by 5.6%. The value of milk sales rose \$131.5 million to reach \$2.578 billion, an increase of 5.4%. Once again this year, this considerable growth was not met by sacrificing quality, which remained excellent despite a very slight increase in bacteria and somatic cell counts. The additional 175 million litres produced required 45 transportation routes to be added and around fifteen additional tank trucks. The processing sector was also under pressure. While the plants received daily production in the amount of 8 million litres in 2015, it reached 9 million litres per day on average in 2017.

Since 2015, the daily volume of butterfat that each farm is responsible for producing has gone from an average of 60 to 75 kilograms of butterfat. To successfully produce all this additional milk, Quebec farms had to make huge investments. It is estimated that over \$500 million was invested in farms in 2016 and similar amounts should be invested in 2017 and 2018. These considerable sums will increase the financial risks of our enterprises at a time when the outcome of the NAFTA renegotiation is still uncertain, despite the Canadian government's very clear discourse of support for its supply management-based agricultural policy. To date, our recent years of communication efforts can be measured by the show of widespread support from more than just politicians, uniting processors, transporters, a number of suppliers, municipalities and many chambers of commerce. Last year's surveys also reveal that 75% to 80% of the general public supports supply management. Despite all this support, there is still much work to do and the field work of each of our members is still essential in order to contribute to the economic and social development of their communities and demonstrate the excellence of our practices as well as the many benefits of our collective marketing approach.

In September 2017, another step forward was taken in implementing Canada's proAction certification program when the animal care and traceability modules were added to the compliance requirements. This program has its fair share of challenges and requirements, but it should be reiterated that these efforts are necessary in today's commercial environment. Few agri-food chains escape the necessity of proving their good practices to buyers and consumers. Milk producers across Canada are committed to doing this to manage food safety risks, milk quality, animal welfare, traceability, biosecurity and the environment. This demanding commitment will be increasingly important in the coming months and years and all agricultural sectors must meet this challenge. Our sector is no exception.

Speaking of challenges, 2018 will not disappoint in that way. In addition to the uncertainty that will continue to loom over our sector because of the NAFTA renegotiation, our farms will once again contend with an unfavourable price environment. Global demand for milk fat continues to be strong. The high world price of butter in the major trading areas for dairy products is proof of that. The situation is totally different when it comes to demand for solids non-fat, whose growth rate is not the same, which is creating large surpluses of SMP across the planet, and keeping prices at historical lows as a result. The European Union alone has a stock of 400,000 tonnes of SMP. We are not expecting this situation to change significantly in 2018. Also, both in Quebec and the rest of Canada, the balance between production and processing capacity will continue to be an issue that requires a lot more cooperation between provinces and with buyers.

With all of this in mind, our solidarity at the provincial and Canadian levels will be a major factor in the proper functioning of our production and the success of our demands. Our proAction certification program, discipline and the regulations imposed by producers through their collective actions generate their share of requirements and constraints. It seems clear to me, however, that without these rules and ambitious objectives, our industry would not be what it is. To convince ourselves, we need only look at the living and operating conditions of milk producers elsewhere in the world, who struggle to earn a dignified living from their work, despite the considerable public funding.

In other words, our organization has important mandates to pursue in the coming year. As always, you can count on an experienced and committed team for current operations, communication activities and strategic actions. Our members' work and especially their involvement are a great source of inspiration for our team. This commitment is also a key factor in reaching our collective marketing objectives.

Sincerely,



Alain Bourbeau, General Manager